

**Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)**

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,  
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

*Procédure adaptée*

*Articles L2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique*

## **GBM 25015**

### **Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

**Service responsable de la passation du marché :**

Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT .....	3
ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D’EXECUTION DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 5 – INTERVENANTS.....	4
ARTICLE 6 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	5
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
ARTICLE 8 – DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE .....	8
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE .....	8
ARTICLE 10 – PRIX .....	9
ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT .....	11
ARTICLE 11 – PENALITES.....	13
ARTICLE 12 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	14
ARTICLE 13 – ASSURANCE .....	14
ARTICLE 14 – LITIGES ET LANGUES.....	14
ARTICLE 15 – FIN DE CONTRAT .....	15
ARTICLE 16 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG .....	15

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet des travaux de modification des installations de SSI existantes sur le site actuel de Villefranche-sur-Cher (41).

Lieu d'exécution : IGN Sologne, 218 route de Tours, 41200 Villefranche-sur-cher

## ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT

### 2.1. Procédure

Il s'agit d'un marché de travaux, passé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique.

### 2.2. Forme

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire mono attributaire en application des articles L2111-1 à 2, R2111-4 et R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prestations seront réglées à prix forfaitaires.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum.

### 2.3. Décomposition en lots

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas allouer l'accord-cadre. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### 2.4. Modifications du marché dont clauses de réexamen

Le marché public pourra être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du CCP.

Les clauses de réexamen portent notamment sur :

- clause de variation des prix en cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat,
- options dont notamment :
  - prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire à l'exécution du présent marché, pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix,
  - avenants possibles,
  - modalités de paiement,
  - notification de prix nouveaux.

### 2.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### 2.6. Décomposition en lots

Les variantes ne sont pas autorisées.

## ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la date de réception de sa notification.

Il s'achèvera à l'expiration du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution fourni en annexe. Ce calendrier indique la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution. Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

## ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. travaux 2021, le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. **l'Acte d'Engagement (formulaire ATTRI1)** et son annexe financière « DPGF » dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
2. **le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°GBM2515** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. **le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes :
  - annexe1\_plan\_SSI01-batF3-F35-F5
  - annexe2\_plan\_SSI02-batF2
  - annexe3\_plan\_SSI03-batY-YV
  - annexe4\_plan\_SSI04-batYV-V1-V2-V3
  - annexe5\_plan\_SSI05-SSIgeneral
4. **le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 avec une entrée en vigueur le 1er avril 2021) ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
5. **l'offre technique du titulaire ;**
6. **les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.**

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## ARTICLE 5 – INTERVENANTS

### Maitre d'ouvrage

La maitrise d'ouvrage est assurée par l'IGN

### Maîtres d'œuvre / BET Fluides

BEFM & Associés

Rue Jacqueline Auriol / 37700 LA VILLE AUX DAMES

Tel : 02 47 50 93 22 / Email : [contact@be-fm.fr](mailto:contact@be-fm.fr)

### Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### **Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants de ces obligations.

### **Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **ARTICLE 6 – DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le candidat est tenu par les prescriptions des articles 6 et 7 du CCAG-Travaux relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail et à la protection de l'environnement.

### **Généralités**

L'IGN est engagé dans une démarche éco-responsable. Par cet engagement dans la durée, il souhaite contribuer à un développement durable et à la protection de l'environnement. C'est pourquoi l'IGN fixe des exigences environnementales.

Une attention particulière sera portée par le pouvoir adjudicateur à la transparence et à la fiabilité des informations transmises par le prestataire. Ainsi, le candidat devra être capable d'expliquer et de justifier sa démarche et ses actions en faveur du développement durable et plus particulièrement à la protection de l'environnement, en lien avec l'objet du marché.

### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

### **Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire doit être en mesure de justifier ses actions en faveur de l'environnement notamment à travers le traitement et le recyclage des déchets métalliques : traçabilité des déchets de leur production à leur valorisation en filière de traitement.

## **ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Assurance**

Le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de contrats d'assurances couvrant sa responsabilité à l'égard:

- de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des travaux, dans les conditions de l'article 9 du C.C.A.G.-Travaux;

- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L.241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

### **Caractéristiques des matériaux et produits :**

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par les CCTP.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

### **Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Si cela s'avère nécessaire pour ce marché, le coordonnateur SPS devra informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

### **Registre de chantier :**

Un registre de chantier sera tenu en fonction du besoin dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

### **Gestion des déchets de chantier :**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

L'IGN porte une attention particulière sur la mise en place d'une bonne gestion des déchets de chantier.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage ;  
ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :
  - atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2025 ;
- stabilisation de la production de déchets du BTP au niveau de 2010 ;
- réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge.

Les évacuations des produits dangereux sont effectuées dans le respect du décret n° 77-974 du 19 août 1977 : relatif au transport de déchets dangereux.

Pour chaque enlèvement, l'établissement d'un BSD (Bordereau de Suivi de Déchets) est

obligatoire et à la charge du titulaire. Une copie de ce document doit être remise à l'IGN.

Le titulaire devra se conformer à ces dispositions de réduction de la production et de la gestion des déchets, et devra proposer des solutions techniques correspondantes.

### **Nettoyage des locaux :**

Chaque titulaire devra effectuer un nettoyage succinct chaque jour à son repli.

### **Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **Documents à fournir après exécution :**

En application de l'article 40 du CCAG Travaux, lorsqu'il demande la réception des travaux, le titulaire du présent marché transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, en trois exemplaires dont un sur support informatique permettant la reproduction des documents (formats PDF, JPG...), l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment, suivant les cas :

- Les plans d'exécution conformes à la réalisation ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre et spécifications de pose ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre ;
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Le CCTP fixe les documents qui doivent être fournis en sus.

Le défaut de transmission à la date de la demande de réception par le titulaire peut entraîner l'application d'une pénalité ou d'une retenue prévue au présent CCAP.

### **Réception des travaux :**

Les opérations de réceptions se dérouleront conformément aux articles 41 à 43 du CCAG Travaux. L'autorité de l'IGN chargée de la réception des travaux est le chef de site ou son représentant.

Le titulaire avise l'IGN, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés.

L'IGN convoque dans les plus brefs délais le titulaire aux opérations de réception des travaux pour constater leur achèvement et vérifier leur conformité.

Les opérations de réception des travaux font l'objet d'un procès-verbal (PV) dressé par l'IGN, signé par lui et le titulaire. Un exemplaire de ce PV est remis au titulaire.

Si l'IGN prononce la réception avec ou sans réserves, il fixe dans le PV la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux à la date de leur réception. Ce PV constituera alors la décision de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'IGN peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Les garanties découlant des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil commencent à courir à compter de la date de réception des travaux.

### **Garanties :**

Les garanties commencent à courir à compter de la date de réception des travaux.

Le cas échéant, il sera fait application de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, à savoir les garanties suivantes :

- Garantie de parfait achèvement : durée d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux. L'entrepreneur est tenu à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception. Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur concerné.
- Garantie de bon fonctionnement : durée de deux ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Le constructeur a l'obligation de réparer ou remplacer les éléments d'équipement dissociables du bâtiment, qui seraient inaptes à remplir leur fonction.
- Garantie décennale : durée de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Le constructeur doit répondre des dommages qui compromettent la stabilité de l'ouvrage ou son utilisation, rendant son usage impropre.

## **ARTICLE 8 – DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le candidat est tenu par les prescriptions des articles 6 et 7 du CCAG-Travaux relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail et à la protection de l'environnement.

### **Généralités**

L'IGN est engagé dans une démarche éco-responsable. Par cet engagement dans la durée, il souhaite contribuer à un développement durable et à la protection de l'environnement. C'est pourquoi l'IGN fixe des exigences environnementales.

Une attention particulière sera portée par le pouvoir adjudicateur à la transparence et à la fiabilité des informations transmises par le prestataire. Ainsi, le candidat devra être capable d'expliquer et de justifier sa démarche et ses actions en faveur du développement durable et plus particulièrement à la protection de l'environnement, en lien avec l'objet du marché.

### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

### **Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire doit être en mesure de justifier ses actions en faveur de l'environnement notamment à travers le traitement et le recyclage des déchets métalliques : traçabilité des déchets de leur production à leur valorisation en filière de traitement.

## **ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE**

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions



de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du marché devra obtenir l'acceptation de l'IGN et l'agrément de ses conditions de paiement ; le titulaire devra faire parvenir sa demande par mail au SILOG : [batiments@ign.fr](mailto:batiments@ign.fr).

Il devra indiquer sur sa déclaration :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché public,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Toutefois, le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la déclaration de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

## ARTICLE 10 – PRIX

### ■ Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont traitées à prix forfaitaires.

La décomposition du prix global et forfaitaire se trouve au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes actualisables.

### ■ Contenu des prix

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au CCAP – Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)

moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## ■ Modalités de variation des prix

### Date d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est la date de remise de l'offre de prix par le candidat.

En cas de marché avec négociations, la date d'établissement des prix est la date de signature du présent marché par le candidat à la remise des offres finales.

### Prix fermes actualisables

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement du prix et la date contractuelle de commencement d'exécution des prestations. Cette actualisation sera effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C) donné par la formule suivante :

$$C = \frac{(I_m - 3)}{I_0}$$

Dans laquelle :

$I_0$  = Index de la date d'établissement du prix.

$I(m-3)$  = Valeur de l'index au mois  $m-3$ .

Ce mois «  $m$  » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché lorsqu'il n'y a pas d'ordre de service de commencement d'exécution du marché, ou bien celui de la date fixée par ordre de service pour le commencement d'exécution du présent marché.

Le prix nouveau est donc le prix initial multiplié par (indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indice de la date d'établissement du prix.

L'index de référence  $I$ , publié au Moniteur des Travaux Publics ou sur le site internet de l'INSEE : est l'index suivant :

Index	Libellé
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 Identifiant 001710979

### **Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.**

Le titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché, les prix révisés ainsi que leur mode de calcul. A défaut d'information, le paiement des prestations s'effectuera sur la base des anciens prix qui seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par la personne publique des nouveaux prix forfaitaires et unitaires. Il n'y aura pas d'effet rétroactif sur la révision des prix.

Le Pouvoir adjudicateur validera les nouveaux prix par retour de courrier ou par courriel.

Clause de réexamen : L'évolution des conditions économiques peut conduire à tout moment les parties à revoir la clause de variation des prix du contrat. Il pourrait notamment s'agir de modifier une ou plusieurs variables dans la formule paramétrique ou le poids de celles-ci. En cas de disparition d'un indice de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice concordant avec

l'indice initial et les prestations du marché. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant au contrat.

## ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT

### ■ Facturation

Le règlement des prix se fera par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné à la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF).

En cas de prix forfaitaire, il est rappelé l'article 10.3.1 du CCAG Travaux qui stipule que dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix (...) même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes qui n'excéderont pas la valeur des prestations réalisées auxquelles ils se rapportent.

Les comptes seront réglés mensuellement. Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous forme d'un projet de décompte. Le titulaire joint au projet de décompte les copies de demande de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande (SILOG),
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

### ■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : [service.facturier@ign.fr](mailto:service.facturier@ign.fr)).

#### ■ Délai de paiement

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

#### ■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

#### ■ Avance

Conformément à l'article R2191-17 du code, si le montant minimum de la période considérée du marché public est supérieur à 50 000 euros HT, le titulaire reçoit pour cette période une avance en une seule fois sur la base de ce montant minimum, calculée en application du Code - sauf s'il a déclaré expressément vouloir y renoncer sur l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance est 5 %.

Cette avance sera payée sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché voire de la reconduction le cas échéant, ou à défaut à partir de la date de notification du marché public voire de la reconduction le cas échéant.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 à R2191-19 du code.

#### ■ Retenue de garantie

Il est proposé au titulaire de fournir une garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Dans le cas où cette caution n'aurait pas été fournie lors de la première demande de paiement, une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur ce versement et sur les suivants.

#### ■ Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial. L'utilisation du formulaire élaboré par les services du ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi, est préconisée. Les dispositions de l'article R 2193-22 du Code de la Commande Publique relatif à la sous-traitance, s'appliquent.

Si le sous-traitant n'est pas de premier rang, le demandeur doit joindre en plus à sa déclaration la

caution bancaire garantissant le paiement du sous-traitant, conformément aux dispositions de l'article 14-1 de la loi 75.1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Il est rappelé que le sous-traitant a droit au paiement direct par l'IGN, lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC.

En cas de cession de créance ou de nantissement, lorsqu'il s'agit d'un sous-traitant de premier rang et si la demande d'acceptation du sous-traitant est effectuée postérieurement à la signature de l'acte d'engagement, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, en même temps que la déclaration de sous-traitance, son certificat de cessibilité en vue de sa modification par le pouvoir adjudicateur. Cet exemplaire sera ensuite retourné au titulaire.

La copie de l'acte spécial de sous-traitance sera remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct, conformément à l'article R 2193-4 du Code de la Commande Publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné à l'alinéa précédent, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié ni aucun accord ni aucun refus.

## ARTICLE 11 – PENALITES

### 11.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à **150,00 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 11.2. Autres Pénalités

CARACTERISTIQUES DE LA PENALITE	MONTANT PENALITE (€ HT)
Retard dans la transmission des documents en cours ou après exécution	200€ par jour de retard
Absence en réunion et retard excédent les 15 minutes (sauf exceptionnel et prévenu au préalable)	150 € par constat
Retard sur le calendrier d'exécution (global)	150 € par jour de retard
Retard pour les levées de réserves	250 € par jour de retard
Pénalités pour non-libération au fur et à mesure de l'avancement des travaux	200€ par jour de retard et constat
Non remise des documents nécessaires à l'agrément d'un sous-traitant	100€ par jour à partir du constat
Consignes de sécurité et port des EPI	500€ pour non-respect des mesures de sécurité et port des EPI
Nettoyage	200€ par jour et par constat
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravats en dehors des zones prescrites	100 € par jour et constat
Défaut de balisage de sécurité pour la prévention des utilisateurs	200€ par constat
Travail dissimulé	1000€

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **ARTICLE 12 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS**

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par :

- le Service de l'immobilier et de la logistique (SILOG) – service des bâtiments, courriel : [bâtiments@ign.fr](mailto:bâtiments@ign.fr)
- M. Olivier CORNET, Chef adjoint du Service de la Valorisation des Référentiels et du Patrimoine, Chargé du site de Villefranche-sur-Cher, tel : 07 56 11 47 67, courriel : [olivier.cornet@ign.fr](mailto:olivier.cornet@ign.fr)

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr)).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

## **ARTICLE 13 – ASSURANCE**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **ARTICLE 14 – LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Toutefois, en application des articles R2197-23 et R2123-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés, l'acheteur et le titulaire peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 15 – FIN DE CONTRAT**

### **■ Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.3 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **■ Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **■ Certificat de bonne exécution**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur ses candidatures futures.

## **ARTICLE 16 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG**

L'article 4 « documents contractuels » déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. travaux.

L'article 11 « pénalités » déroge aux articles 19.2.1. et 19.2.2 du CCAG-Travaux.